



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

30 Mars au 05 Avril 2024

SOMMAIRE

AGOA : Madagascar veut conforter sa position.....	2
Consommation: hausse du prix du gaz domestique	3
Fair price : Une nouvelle tarification basée sur la neutralité d'internet	3
PPN : Production d'huile alimentaire lancée à Anjozorobe	3
Conjoncture économique : Plus de recrutement et moins d'emplois	4
Production d'engrais : La Grande île passe à la vitesse supérieure	4
Hôtellerie et restauration : Évolution positive en cours, conditionnée par la stabilité politique	5
Commerce international : 2,5 tonnes de vanille exportées par des paysans en Allemagne	5
Biogaz: une alternative énergétique prometteuse.....	6
Monnaie: l'ariary s'apprécie face à l'euro	6
Ressources minières : Le cours de l'or atteint des sommets	6
Production d'engrais : La Grande île passe à la vitesse supérieure	7
Consommation : Les prix du carburant à scruter	8
Enquête de la Banky foiben'i Madagasikara	8
Consommation : Les légumes deviennent des produits de luxe	8
Environnement : Sept associations à appuyer pour la production de charbon écologique	9
Transport aérien : Hausse du tarif des vols domestiques.....	10
Secteur bancaire: la fiscalité parmi les facteurs limitant le développement des activités.....	10
Importation de riz: une baisse enregistrée en 2023	11
Projet de développement : Le partenariat public-privé à renforcer.....	11
Grandes mines : Le Fonds Souverain Malgache entre chez QMM	12
Aires protégées : Favorables au développement de l'éco-tourisme.....	12
Transport par câble: le téléphérique prendra bientôt son envol	12
Le centenaire de TotalEnergies et ses engagements en faveur de la transition énergétique	13

AGOA : Madagascar veut conforter sa position

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 MARS 2024

Une délégation du congrès américain effectue un roadshow pour évaluer l'impact de l'Agoa dans les pays bénéficiaires. Durant une réunion, jeudi, à lavoloha, l'État a plaidé pour un renforcement de la position de Madagascar dans ce programme.

Madagascar peut faire plus. Tel est, en substance, le message que l'État a voulu faire passer durant une réunion avec des membres du Congrès des États-Unis (USA), jeudi, au Palais d'État d'Iavoloha. Un message au sujet de ses performances dans les échanges commerciaux dans le cadre de la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa). Huit membres de la Commission des voies et moyens du Congrès américain ont eu une réunion avec Andry Rajoelina, président de la République, et quatre ministres, jeudi. Saisissant la balle au bond, la partie malgache a mis l'accent sur les retombées de l'Agoa sur l'économie de la Grande île. Elle a également mis en avant les performances de Madagascar, ces dernières années.



Et a souligné son souhait de conforter sa position dans le partenariat commercial avec les États-Unis, ainsi que d'élargir le panel des échanges. Depuis 2021, Madagascar figure dans le top 5 des pays exportateurs vers les États-Unis, sur les trente-neuf bénéficiaires de l'Agoa. En 2023, la valeur des exportations malgaches dans le cadre de l'Agoa en Afrique est évaluée à plus de 200 millions de dollars. Cette performance est essentiellement due au domaine du textile. En 2022, la Grande île a surclassé l'Éthiopie, devenant ainsi le 2e plus grand fournisseur de vêtements des États-Unis, par le biais de l'Agoa. À Iavoloha, jeudi, la partie malgache a ainsi souligné son souhait d'en faire plus et de diversifier le panel des produits à exporter sous Agoa, «afin d'en tirer pleinement profit». Promulguée en 2000, la loi-cadre donne aux pays d'Afrique subsaharienne, bénéficiaires, un accès au marché américain avec une franchise de droits et taxes. Plus de mille huit cents produits sont concernés. Pour Madagascar, il y a ainsi encore une large possibilité de diversifier ses produits d'exportations vers les États-Unis. Depuis ses débuts, par ailleurs, l'Agoa fait l'objet d'une évaluation périodique en vue d'un renouvellement décennal. Le programme qui est en cours actuellement, arrive à terme en septembre 2024. La visite des membres

de la Commission des voies et moyens dans la Grande île, est dans la ligne d'une tournée d'évaluation dans cinq pays bénéficiaires. Avant Madagascar, ils étaient à Maurice.

Vitale

Le but de cette tournée est d'évaluer, sur place, les impacts de l'Agoa et les progrès réalisés par les pays bénéficiaires. Ceci, en vue des prochains débats au Congrès américain sur le renouvellement du programme. Il s'agit, aussi, d'une occasion de discuter d'éventuelles améliorations. Madagascar veut alors saisir cette opportunité pour élargir ses produits à exporter dans le cadre de l'Agoa, tout en soulignant l'importance de son maintien au sein du programme. La partie malgache a, du reste, émis comme suggestion que le renouvellement de l'Agoa se fasse sur une durée de «plus de quinze ans». L'idée est d'avoir une certitude sur la stabilité et la durabilité des relations commerciales entre les États-Unis et Madagascar, notamment pour les entreprises et les travailleurs couverts par le programme. «Le déplacement de cette forte délégation de la Commission des voies et moyens du Congrès américain prouve l'intérêt des États-Unis à renforcer la coopération entre nos deux pays», déclare ainsi le président Rajoelina. Le chef de l'État ajoute qu'une reconduction de Madagascar dans l'Agoa «cadre parfaitement» avec les objectifs de la Politique générale de l'État (PGE). Aussi, Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, a présenté, durant la réunion de jeudi, les résultats et impacts, ainsi que les perspectives de la Grande île, vis-à-vis de l'Agoa. Au début de son intervention, il a souligné «l'importance vitale du renouvellement de l'Agoa pour Madagascar». Selon le ministre Razafindravahy, «c'est un partenariat qui a grandement contribué au développement économique et social de notre pays. Depuis 2001, l'Agoa a servi de fondation solide pour le développement économique de Madagascar et offrant un accès sans précédent à un des plus grands marchés du monde». Le président de la République a également mis l'accent sur le second pilier de la PGE qu'est la transformation économique par l'industrialisation. «Le développement de l'exportation [notamment par le biais de l'Agoa] serait donc un jalon important dans l'atteinte de l'objectif d'industrialisation de Madagascar», soutient alors Andry Rajoelina. La Grande île compte aussi miser sur ses performances dans l'Agoa pour séduire les investisseurs, notamment américains. Les diverses réformes pour la sécurité des investissements, dont celle de la loi sur l'investissement, ont été mises en avant. Pareillement, pour la compétence, la jeunesse, la dextérité et la compétitivité de la main d'œuvre. De son côté, la partie américaine s'est voulue rassurante. «La visite du président Smith [qui est à la tête de la Commission des voies et moyens] confirme l'engagement bipartisan du Congrès américain, ainsi que de l'administration, à autoriser l'Agoa (...)», sont les mots de Claire Pierangelo, ambassadrice des États-Unis, selon un communiqué de la représentation diplomatique américaine.

Consommation: hausse du prix du gaz domestique

ARH. | LES NOUVELLES | 30 MARS 2024

Nouvelle hausse du prix du gaz domestique ! Depuis plus de deux semaines, les prix affichés dans certaines stations-service dépassent ceux enregistrés depuis décembre 2023, notamment chez les distributeurs de la bouteille verte de Vitogaz Madagascar. Ainsi, le prix du gaz conditionné en bouteille de 9 kg passe de 61.800 à 62.800 ariary. La bouteille de 4 kg, quant à elle, grimpe de 26.900 à 27.400 ariary.

Pour la bouteille de 12,5 kg, qui se vendait à 85.200 ariary, coûte désormais 86.600 ariary. Ces fluctuations indiquent une certaine volatilité sur le marché. La montée des prix du gaz domestique à Madagascar est principalement attribuée à l'augmentation du prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) sur le marché international, en particulier au cours du dernier trimestre de l'année précédente.

Fair price : Une nouvelle tarification basée sur la neutralité d'internet

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 30 MARS 2024

Nouvelle donne en matière de tarification Internet. A partir du 1er avril prochain le prix d'in giga d'internet sera de 0,95 dollars. Ce « fair price » est un dispositif de tarification unique car elle sera obligatoire aussi bien pour les réseaux sociaux que pour les opérateurs qui ont recours à d'autres applications. D'après les explications ; ce système a notamment le mérite de mettre fin à ce qu'on appelle Internet à double vitesse. D'une part pour les utilisateurs professionnels comme les call center, les universités, et autres entreprises privées qui utilisent Internet comme outil de travail. Jusqu'à présent le giga est à 1,25 dollars pour cette catégorie. En somme, le nouveau système leur est avantageux puisque le coût va donc baisser pour passer à 0,95 dollars. Par contre les utilisateurs des réseaux sociaux vont être pénalisés dans la mesure où les tarifications vont inévitablement augmenter. En effet, grâce à une astuce commerciale mise en place par les opérateurs, les prix appliqués pour les utilisateurs de réseaux sociaux sont très bas. Notamment pour facebook où les opérateurs mettent en

avant des offres très avantageuses. Dorénavant, avec cette nouvelle tarification, il ne sera plus possible d'offrir ces prix qui ont toujours fait le bonheur des facebookers. D'ailleurs, sur facebook notamment, les internautes craignent une augmentation des tarifs. D'après les explications obtenues auprès du ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique, ce « fair price » a été défini après plusieurs mois d'échanges avec les opérateurs en télécommunications. Ce nouveau système traduit la volonté de l'Etat de rendre effective ce que l'on appelle, la neutralité d'internet. Le concept entrainera inévitablement le tollé, du côté des facebookers. Par contre les professionnels seront ravis de cette nouvelle disposition. Quant aux opérateurs en télécommunications, ils ont réagi favorablement à cette nouvelle disposition basée sur la neutralité d'Internet et propose déjà de nombreuses offres internet mobile au profit de toute la population, au même prix et quels que soient les sites et les applications utilisées.

PPN : Production d'huile alimentaire lancée à Anjozorobe

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 MARS 2024

Une nouvelle ère s'ouvre pour les paysans d'Anjozorobe, spécialisés dans la culture de l'arachide et du soja, avec le lancement d'une pépinière industrielle dédiée à la transformation de ces produits en huile alimentaire.

La production de PPN (Produits de première nécessité) s'intensifie dans les différentes régions de Madagascar. Avant-hier, une pépinière industrielle pour la transformation d'arachide et de soja en huile a été lancée à Anjozorobe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « Un district, une usine » (ODOF). Lors de la cérémonie officielle d'inauguration, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, a souligné l'importance de garantir les bénéfices pour les agriculteurs locaux. « Il est primordial que les paysans tirent profit de cette pépinière industrielle, en augmentant leurs revenus grâce à la commercialisation de l'arachide et du soja », a-t-il affirmé. La gestion de cette installation à Anjozorobe est assurée par Randimby Mamisoa Toky, représentant de l'entreprise mandatée. Le ministre a souligné que l'amélioration du pouvoir d'achat des agriculteurs contribue au développement économique du pays, en favorisant des effets d'entraînement tels que l'investissement dans des



intrants agricoles et l'augmentation des productions.

Fort potentiel

Anjozorobe produit annuellement 15 000 tonnes d'arachide et 7 000 tonnes de soja, mais ces chiffres peuvent encore croître. C'est pourquoi le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a choisi ce site pour implanter cette unité de production d'huile alimentaire. Équipée d'une machine capable de traiter 500 kilos de matières premières par heure, cette usine peut produire jusqu'à 300 litres d'huile alimentaire par heure. Lors de la cérémonie, le

maire d'Anjozorobe a encouragé les paysans à accroître leur production d'arachide et de soja pour alimenter cette nouvelle pépinière industrielle. Il a également souligné l'importance de privilégier les produits locaux pour soutenir le processus d'industrialisation en cours. A noter que cette installation permettra d'approvisionner tout le district en huile alimentaire et fournira également de l'huile de meilleure qualité à des prix plus abordables à la ville d'Antananarivo. Trente coopératives regroupant les producteurs d'arachide

et de soja dans le district d'Anjozorobe pourront vendre leurs produits à cette nouvelle usine. Bref, le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce poursuit ses efforts d'industrialisation à travers le pays, avec l'importation de 75 machines industrielles et la mise en place effective de 50 unités de production dans divers districts et communes. Réduire la dépendance aux importations en matière de produits de première nécessité est l'un des principaux objectifs annoncés par ce département.

Conjoncture économique : Plus de recrutement et moins d'emplois saisonniers au niveau des grandes entreprises

| 24/24.MG | 30 MARS 2024

Le renforcement d'effectif se poursuit pour les grandes entreprises. Mais ces sociétés prévoient plus de recrutement et moins d'emplois saisonniers, notamment pour le premier trimestre de 2024. C'est ce que rapporte la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), dans les résultats de l'Enquête sur la conjoncture économique (ECE) du quatrième trimestre 2023, qu'elle a dernièrement menée.



Les entreprises que la banque centrale avait enquêtées, dont surtout celles dans les secteurs secondaires et tertiaires, avaient envisagé d'étoffer leur personnel. Elles auraient surtout misé davantage sur le recrutement pour des emplois permanents que sur des emplois temporaires,

pour ce premier trimestre. Ce qui se différencie du trimestre précédent pendant lequel elles avaient davantage eu recours à des travailleurs temporaires, avec les activités de fabrication qui avaient battu leur plein durant la période de fête de la fin d'année. Ces grandes entreprises, notamment celles du secteur industriel, seraient d'ailleurs les moteurs de la croissance au premier trimestre 2024 d'après l'enquête de la BFM. Elles auraient prévu par exemple une hausse des ventes. Elles devaient aussi sortir du lot pour ce qui est des carnets de commandes. Les chefs d'entreprises enquêtés par la BFM avaient par ailleurs avancé une persistance de la hausse des coûts de production. Aucun secteur n'avait été épargné par cette perception avec des soldes d'opinion respectifs de +70,2 % pour le secteur primaire, +19,9 % pour le secteur secondaire et +44,5 % pour le secteur tertiaire. Ils avaient prévu alors une augmentation des prix de vente pour faire face à l'augmentation des charges. Environ le tiers des entreprises enquêtées par la Banque centrale se disaient prêtes à le faire. Ainsi, ces entreprises ayant répondu à l'ECE s'attendent à un accroissement des bénéfices au premier trimestre 2024. L'enquête sur la conjoncture économique est réalisée quatre fois par an auprès des entreprises dans tout le pays. Les réponses pour l'ECE du quatrième trimestre de 2023 ont été recueillies auprès de 164 entreprises entre le 18 décembre 2023 et le 11 janvier 2024

Production d'engrais : La Grande île passe à la vitesse supérieure

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 AVRIL 2024

L'État veut doper la production agricole de la Grande Île pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Les entreprises du secteur privé adhèrent à cette vision et contribueront à produire massivement des engrais pour hisser à un niveau supérieur le rendement à l'hectare. Mettre en place des usines à engrais et encourager l'utilisation de cet intrant pour booster la production agricole : voilà la stratégie adoptée par l'État, qui travaille de concert avec des entreprises du secteur privé pour installer ces usines dans six régions de l'île. Cette semaine, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage ainsi que six entreprises privées œuvrant dans la production d'intrants agricoles ont signé une convention de partenariat dans ce sens. Selon Suzelin Ratohiarijaona, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, ce partenariat entre l'État et le secteur privé répond aux ambitions fixées dans la Politique générale de l'État, en rapport avec l'autosuffisance alimentaire. Cela montre l'engagement de ces entreprises

du secteur privé à aller de l'avant pour booster le rendement agricole dans la Grande Île. «La production d'engrais permet d'améliorer drastiquement le rendement agricole. Dans le cadre de la politique fixée pour les cent jours par l'État, ces entreprises du secteur privé ont apporté leur soutien pour soutenir la croissance agricole dans les six premières régions où cela va être effectué dans un premier temps», explique le membre du gouvernement. L'État s'engage ainsi à épauler les activités de ces entreprises et à les faciliter pour obtenir plus de rendement à l'hectare. Ces sociétés mettront alors les bouchées doubles pour produire davantage d'engrais. Michael Andriamparany, gérant de la société d'engrais Zina, témoigne de cette volonté. «Nous produisons environ deux cents tonnes d'engrais chaque année. Avec ce partenariat, nous estimons que nous pourrions grimper jusqu'à deux mille tonnes par an», atteste-t-il.

Hôtellerie et restauration : Évolution positive en cours, conditionnée par la stabilité politique

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 02 AVRIL 2024

Le secteur du tourisme présente encore de grandes opportunités d'affaires, malgré le contexte économique difficile, selon les opérateurs. Outre les infrastructures, la stabilité politique figure parmi les facteurs déterminants pour l'essor du tourisme à Madagascar.

Durant la basse saison actuelle, l'arrivée des touristes asiatiques et européens est encourageante et signale ainsi une évolution prometteuse dans le secteur du tourisme. Cette tendance est mise en lumière par le témoignage de Mamisoa Rakotonandrasana, PDG de Sky Blue Hôtel, un acteur qui s'impose de plus en plus dans l'industrie hôtelière. Pour son établissement, près de 40% des clients sont des résidents locaux et les 60% restants sont des touristes étrangers, dont le nombre progresse davantage. Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le Sky Blue Hôtel a noté une reprise significative de l'arrivée des visiteurs, une évolution qualifiée de « quasi retour à la normale » pour les touristes étrangers. D'après les informations, les motivations des voyageurs étrangers sont variées, certains optant pour des voyages de loisirs tandis que d'autres privilégient le tourisme d'affaires. Parallèlement, l'afflux de résidents locaux, en particulier les week-ends et les périodes de fêtes, témoigne d'une demande intérieure croissante pour les services hôteliers et de restauration.

Besoin de stabilité.

Par ailleurs, Sky Blue Hôtel figure parmi les entreprises ayant maintenu leurs investissements malgré les crises récentes, pour répondre aux besoins changeants de sa clientèle. En plus de l'hébergement et de la restauration,



l'établissement a diversifié ses activités avec des attractions pour enfants et adultes. Toutefois, au-delà des initiatives individuelles, la stabilité politique joue un rôle crucial dans le succès continu du secteur du tourisme à Madagascar. Selon Mamisoa Rakotonandrasana, lorsque l'environnement politique est stable, les opérateurs économiques peuvent prospérer plus facilement. Cette stabilité offre un terrain propice à l'innovation et à la croissance, stimulant ainsi l'investissement et l'activité touristique, d'après ses explications. Dans un contexte où le tourisme représente un pilier économique majeur pour Madagascar, ces signes encourageants démontrent l'importance de la stabilité politique dans la réalisation du potentiel touristique de l'île. Alors que le secteur continue de se remettre des chocs successifs, la voie vers une reprise durable semble tracée, soutenue par un climat politique favorable et une industrie résiliente et adaptative.

Commerce international : 2,5 tonnes de vanille exportées par des paysans en Allemagne

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 02 AVRIL 2024

C'est une grande première dans les annales de l'histoire du monde rural. Des paysans membres de la coopérative « Taratra » qui se répartissent dans les régions Analanjirifo et Atsinanana, peuvent exporter directement leurs productions.

Ils ont conquis le marché allemand en exportant 2,5 tonnes de vanille la semaine dernière. « Il s'agit d'une vanille préparée bien conditionnée qui a été expédiée par voie aérienne au départ de l'aéroport international d'Ivato, et ce, avec l'appui de l'ADID (Agence de Développement Inclusif et Durable) sous tutelle du groupe Faly Export.

La traçabilité de ce produit est également assurée grâce à un suivi digital réalisé en partenariat avec Airtel Madagascar au niveau des planteurs de vanille », a expliqué Faly Rasamimanana, le co-fondateur de l'ADID. En outre, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce qui prône le développement des coopératives en vue de mieux percer le marché aussi bien national qu'international, a accepté de délivrer un agrément à la coopérative « Taratra » pour pouvoir exporter ces 2,5 tonnes de vanille en Allemagne. Ce département ministériel a procédé aux contrôles de différentes analyses telles que le taux de la vanilline, le taux d'humidité et la question de salubrité avant l'expédition de

ce produit de rente sur le marché international.

Activités de RSE.

Il est à noter que des représentants de cette coopérative ont assisté au premier salon mondial de l'alimentation biologique BIOFACH en Allemagne l'année dernière. Ils ont trouvé un partenaire commercial lors de l'édition précédente de cette manifestation économique et commencent à expédier leur production. En effet, ils se sont d'abord professionnalisés en bénéficiant des formations en matière de changement de comportement et de gestion d'exploitation de coopérative prodiguées par l'ADID. Considérée comme étant un acteur majeur de la croissance économique, la coopérative « Taratra » s'engage ensuite à allouer une partie de ses bénéfices au financement des activités de RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise). C'est également une grande première. Ce fonds sera destiné à commander des semences de maïs et de soja pour développer ces cultures visant à lutter contre l'insécurité alimentaire ainsi que l'insécurité dans des sites de production identifiés à Foulpointe et à Fénérive Est.

Solutions inclusives.

Dans la même foulée, les membres de cette coopérative ont bénéficié des formations en matière de vulgarisation de la technique agroécologique de Zimbabwe dénommée



« PFUMVUDZA » qui permet d'améliorer le rendement de productivité de maïs à raison de 14 tonnes par hectare. « L'objectif consiste à considérer la vanille comme étant une filière responsable capable d'apporter des solutions inclusives face à la crise économique liée à la flambée des prix des produits alimentaires dans le pays. À titre d'illustration, le développement de la filière maïs via les activités de RSE de cette coopérative exportatrice de vanille, permettra de réduire le prix des provendes servant à promouvoir l'élevage de poulet de chair et de poule

pondeuse. Ce qui pourra faire baisser les prix de la viande de poulet atteignant actuellement entre 18 000 Ar et 20 000 Ar le kilo ainsi que ceux des œufs qui s'affichent à 900 Ar l'unité. C'est du jamais vu dans les régions Atsinanana et Analanjirofo », d'après toujours les explications de Faly Rasamimanana.

Suivi digital.

Grâce à l'appui de l'Agence de Développement Inclusif et Durable, des membres de la coopérative Taratra ont pu écouler leur production de vanille qui était en stock depuis ces dernières années faute de preneur. « La valeur ajoutée tirée de cette première exportation en Allemagne va également revenir sur les lieux de la production en développant les filières maïs et soja tout en générant des emplois locaux, et ce, même si le prix à l'export de ce produit de rente n'est pas encore élevé. Par ailleurs, les églises dans les régions d'intervention sont mobilisées pour effectuer le suivi digital en temps réel dans les sites de production de la coopérative « Taratra » qui sont connectés au réseau d'Airtel Madagascar. La promotion des cultures maraîchères qui sont destinées à l'autoconsommation pour une meilleure alimentation des paysans de cette coopérative, n'est pas en reste », a conclu le co-fondateur de l'ADID.

Biogaz: une alternative énergétique prometteuse

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 02 AVRIL 2024

Dans la région Boeny, les autorités compétentes ambitionnent de promouvoir le biogaz auprès de chaque ménage face à la hausse du prix du gaz et à la nécessité de protéger l'environnement. A ce sujet, une rencontre a été organisée entre des membres du staff du gouverneur et des techniciens formateurs en biogaz considéré comme une alternative prometteuse de l'énergie domestique. Le biogaz permet de produire de l'énergie propre pour chaque ménage, « sa fabrication se fait à partir de déchets

organiques » selon les explications des techniciens. Ce gaz renouvelable offre une multitude d'avantages qui pourraient bien révolutionner notre manière de produire et de consommer de l'énergie. « A partir du biogaz, on peut également obtenir des engrais biologiques » rajoute les techniciens. Le projet sera présenté au gouverneur avant sa réalisation. « L'objectif est de vulgariser le biogaz dans toute la région », déclarent-ils.

Monnaie: l'ariary s'apprécie face à l'euro

ARH. | LES NOUVELLES | 02 AVRIL 2024

L'ariary continue à gagner de la valeur face à l'euro, marquant une appréciation significative sur le marché interbancaire des devises (Mid). Entre le 2 janvier et le 28 mars 2024, la monnaie nationale malgache a gagné 309,42 points par rapport à l'euro, établissant le taux de change à 4.675,61 ariary pour un euro, descendant ainsi sous la barre des 4.700 ariary comme le montre la Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Le rapatriement et la cession de devises ont été des facteurs déterminants de cette appréciation et stabilisation de l'ariary. Les chiffres du ministère de l'Economie et des finances (MEF) révèlent que

le taux de rapatriement des devises a déjà atteint 80% au début de l'année, dépassant les prévisions initiales fixées à 86% pour les 100 jours. De même, le taux de cession sur le Mid devrait dépasser l'objectif de 76%. Le MEF souligne l'importance de ces mesures afin de stabiliser l'ariary, une priorité du ministère. Les exportations formelles dans divers secteurs, notamment minier, agricole et artisanal, sont également attendues pour renforcer l'offre de devises et soutenir cette performance remarquable de la monnaie nationale.

Ressources minières : Le cours de l'or atteint des sommets

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 AVRIL 2024

L'or fait actuellement l'objet d'une fièvre spéculative sans précédent, offrant une opportunité en or pour les exportateurs aurifères de la Grande île et pour l'État qui vise à exporter cinq cents kilos d'or d'ici la fin des cent jours annoncés en début de mandat.

Sous le signe de "l'or à prix d'or", le métal jaune atteint des sommets inégalés en seulement quelques semaines.

Les prix de l'or connaissent une escalade vertigineuse, établissant un nouveau record historique lundi avec une once affichée à 2 265 dollars, contre 2 258 dollars la veille. Les analystes financiers soulignent une progression régulière des prix depuis fin 2023, période marquée par une escalade sans précédent des tensions géopolitiques mondiales et une incertitude économique croissante. Les

conflits dans diverses régions du globe, notamment le conflit russo-ukrainien et les troubles israélo-palestiniens, ont alimenté une demande accrue pour l'or, considéré comme une valeur refuge par les investisseurs. Les récentes annonces de la Réserve fédérale américaine concernant une baisse anticipée de ses taux d'intérêt cette année ont également contribué à cette tendance à la hausse. Cette envolée des prix de l'or, combinée à la régression du dollar sur le marché international, renforce la perception de l'or comme une valeur refuge.

Nouvelles stratégies

Face à cette opportunité, la Grande île entend capitaliser sur ses exportations aurifères. Le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala, souligne l'importance de saisir cette chance pour le pays et ses opérateurs économiques, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'assainir la filière aurifère. La traçabilité des chaînes d'approvisionnement et la lutte contre la spéculation excessive sont au cœur des préoccupations de l'État. Dans une perspective plus large, l'objectif est d'attirer des investissements nationaux et internationaux tout en maximisant les revenus tirés du secteur minier. Les projections du ministère de l'Économie



et des Finances prévoient une croissance significative du secteur minier, estimée à 5,1 % en 2024. Malgré le déclin des activités minières des grandes mines, notamment en raison de la baisse de la demande et des prix du nickel et de l'ilménite, principales sources de devises pour la Grande île, le pays explore de nouvelles stratégies pour faire face à la situation. La mise en place d'une raffinerie d'or est envisagée afin de valoriser cette ressource abondante dans les dépôts de sédiments du pays.

Production d'engrais : La Grande île passe à la vitesse supérieure

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 AVRIL 2024

L'État veut doper la production agricole de la Grande île pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Les entreprises du secteur privé adhèrent à cette vision et contribueront à produire massivement des engrais pour hisser à un niveau supérieur le rendement à l'hectare. Mettre en place des usines à engrais et encourager l'utilisation de cet intrant pour booster la production agricole : voilà la stratégie adoptée par l'État, qui travaille de concert avec des entreprises du secteur privé pour installer ces usines dans six régions de l'île.



Cette semaine, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ainsi que six entreprises privées œuvrant dans la production d'intrants agricoles ont signé une convention de partenariat dans ce sens. Selon Suzelin Ratohiarijaona, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, ce partenariat entre l'État et le secteur privé répond aux ambitions fixées dans la Politique générale de l'État, en rapport avec l'autosuffisance alimentaire. Cela montre l'engagement de ces entreprises du secteur privé à aller de l'avant pour booster le rendement agricole dans la Grande île. «La production d'engrais permet d'améliorer drastiquement le rendement agricole. Dans le cadre de la politique fixée pour les cent jours par l'État, ces

entreprises du secteur privé ont apporté leur soutien pour soutenir la croissance agricole dans les six premières régions où cela va être effectué dans un premier temps», explique le membre du gouvernement. L'État s'engage ainsi à épauler les activités de ces entreprises et à les faciliter pour obtenir plus de rendement à l'hectare. Ces sociétés mettront alors les bouchées doubles pour produire davantage d'engrais. Michael Andriamparany, gérant de la société d'engrais Zina, témoigne de cette volonté. «Nous produisons environ deux cents tonnes d'engrais chaque année. Avec ce partenariat, nous estimons que nous pourrions grimper jusqu'à deux mille tonnes par an», atteste-t-il.

Avantage

Les régions Analamanga, Alaotra-Mangoro, Amoron'i Mania, Sofia et Atsinanana bénéficieront ainsi de ce projet. Voahanginiriana Ramaromisa représente la société «Manarivo» et indique la volonté des entreprises du secteur privé de s'engager avec l'État pour poursuivre l'objectif de hisser le rendement agricole. «Nous espérons que les projets qui seront effectués mèneront à une autosuffisance alimentaire effective», concède-t-elle. Il en va de même pour ses pairs. Comme l'affirme Tovonanahary Rabetsitonta, président directeur général de la société Trading de l'océan Indien : «Le gouvernement est conscient du fait que travailler avec le secteur privé représente un avantage considérable et donnera des résultats probants. Dans l'accord préétabli, vous avez esquissé que si nous augmentons de 25% notre production de riz, non seulement nous atteindrons l'autosuffisance alimentaire, mais en plus, nous aurons un excédent que l'on pourra exporter», s'adresse-t-il au ministre. L'importation de riz est déjà sur une pente décroissante. L'encouragement de la production locale permettra de réduire in fine les importations. Cela ne pourrait être que bénéfique pour l'économie locale et pourrait également juguler, ne serait-ce que d'un pouce, l'inflation.

Consommation : Les prix du carburant à scruter

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 AVRIL 2024

Un temps imparti sans délai. Propice aux hésitations. Le 19 mai 2023, à l'issue de la mission de la quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC), Frédéric Lambert, à la tête des émissaires du Fonds monétaire international (FMI), a fait une déclaration à multiples facettes. Avec des extraits sur la Jirama et les prix du carburant, devenus le nœud gordien des difficultés de l'économie pour s'épanouir davantage. Il y a mentionné que « le redressement de la compagnie d'électricité et d'eau Jirama reste une priorité pour réduire son coût pour le budget de l'État et améliorer le service rendu. Les autorités se sont engagées à renforcer le suivi et la transparence de la situation financière de Jirama. Elles ont redit leur détermination à mettre en œuvre un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à partir du premier trimestre 2024 ainsi que des filets de sécurité sociale renforcés. Les autorités continuent la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et renforceront le cadre juridique pour permettre un contrôle public adéquat des politiques publiques ». Alors que les engagements du gouvernement, avec ces deux points focaux, ont permis de décaisser par la suite 24,4 millions de DTS, soit l'équivalent

de 32,6 millions de dollars, aucun signe n'a été enregistré pour satisfaire la seconde recommandation. L'expression « à partir du premier trimestre » est trop vague pour être précise dans le temps. Elle ouvre une brèche sur le caractère exécutoire de ce mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant. Lors de son dernier passage à Madagascar, l'équipe de Frédéric Lambert a eu une rencontre approfondie avec les techniciens du ministère de l'Énergie et des hydrocarbures pour évoquer cette même et épineuse question. Dans la foulée, le Conseil des ministres a donné son feu vert pour doubler la quote-part de Madagascar au sein du FMI. Lors de l'adhésion de Madagascar à cette institution, il a souscrit pour 244,40 millions de DTS. Il faudra y rajouter 244,40 millions de DTS en plus d'ici le 15 novembre pour être en conformité avec une mesure prise par l'Assemblée générale du FMI. Dont le prochain Sommet du Printemps avec celui de la Banque mondiale se tiendra du 15 au 21 avril à Washington. Peut-être une belle occasion d'en savoir davantage sur le dossier Madagascar. Afin de dissiper les doutes et incertitudes.

Enquête de la Banky foiben'i Madagasikara : les principaux freins au développement des entreprises

ARH. | LES NOUVELLES | 03 AVRIL 2024

L'« incertitude de la conjoncture économique » et le « délestage » demeurent les principaux obstacles au développement des entreprises, selon les résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) réalisée par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) pour le quatrième trimestre de 2023.

86,9 % des entreprises interrogées ont soulevé « l'incertitude de la conjoncture économique » qui pèsent sur leurs activités. 61,8% ont évoqué les problèmes récurrents de délestage comme étant les principaux freins à leur expansion. Ces difficultés sont accentuées par d'autres facteurs tels que « l'incertitude du contexte sociopolitique », identifiée par 56,3 % des entreprises, ainsi que « les activités informelles, la fiscalité et les problèmes liés aux réseaux de transport ». D'après toujours l'ECE, l'insuffisance de la demande, les conditions de concurrence, la corruption, la concurrence des importations et le manque d'accès aux matières premières et aux équipements, continuent aussi d'entraver le développement des entreprises. Concernant l'accès au crédit, les chefs d'entreprises ont souligné que

leur établissement se trouve dans une situation difficile car les conditions d'obtention durcissent pour le quatrième trimestre de 2023. Et cette situation ne devrait pas s'améliorer au cours du premier trimestre de l'année 2024.

Défis persistants

« L'insécurité croissante, les impayés fréquents, les problèmes de recouvrement, les retards de remboursement de la TVA, l'indisponibilité des matières premières, le manque de main-d'œuvre qualifiée » et « l'instabilité sociopolitique », freinent aussi les investissements.

En outre, la vétusté des routes a été soulevée comme un problème majeur pénalisant les transporteurs et augmentant leurs charges, tandis que la hausse des prix dans plusieurs secteurs, a été mentionnée comme une source de préoccupation supplémentaire pour les entreprises.

Dans l'ensemble, ces résultats soulignent des défis persistants auxquels sont confrontées les entreprises malgaches. Et pour améliorer l'environnement des affaires et stimuler la croissance économique, les autorités doivent mener des actions concrètes.

Consommation : Les légumes deviennent des produits de luxe

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 AVRIL 2024

Les prix des légumes grimpent. Cette augmentation s'explique par plusieurs raisons, la hausse du prix des engrais en est une.

Le passage en caisse chez les vendeurs de légumes donne le vertige aux consommateurs. Les prix de certains produits ont fortement augmenté : 7 000 à 8 000 ariary le kilo des gros oignons, 2 000 à 3 000 ariary le kilo des pommes de terre, 2 000 à 2 500 ariary le kilo des carottes, et 1 800 ariary le prix d'une mesure de pois de Bambara. "Les prix

de certains légumes, notamment les carottes, qui étaient vendues à 6 000 ariary le kilo en février-mars, sont en baisse en ce moment. Le prix des autres produits, comme les oignons, est stable mais élevé. Cependant, ceux des pommes de terre et des choux ont grimpé", lance Malala, vendeuse de légumes à Mahazo, hier. Certains ménages ont choisi de se priver de certains de ces produits. "Les oignons ne sont plus indispensables dans nos plats. Les pommes frites au petit déjeuner sont de plus en plus rares. Ces

légumes sont hors de portée", indique Denise, une mère de famille. Des producteurs affirment que les prix des légumes n'ont jamais été aussi élevés. "Il est normal que les prix soient exorbitants chez les détaillants. Nous vendons aux grossistes des carottes de bonne qualité à 2 500 ariary le kilo, contre 1 500 ariary auparavant. Le kilo de pommes de terre est passé de 500 à 1 200 ariary", indique Lalaina Ranivoarisoa, maraîchère à Ambohibary Sambaina, dans la région de Vakinankaratra. "Les gros oignons sont vendus à 5 500 ariary à Ambodivona, contre 1 000 à 2 000 ariary pendant la période de récolte", lance Andry, producteur et collecteur d'oignons à Antanetibe Anativolo, dans le district d'Anjozorobe.

Contrôle

Cette hausse des prix des légumes est constatée depuis le mois de février. Les maraîchers expliquent ce phénomène de plusieurs manières. "Ce n'est plus la saison de ces légumes. Nos productions sont épuisées, et les paysans entament une nouvelle saison de culture. Les prochaines récoltes de carottes sont attendues au mois de septembre et celles des pommes de terre au mois de décembre. Pour avoir des produits avant ces périodes, il faut faire beaucoup de traitements sur les plantes, et le prix des engrais et des pesticides est très élevé. C'est ce qui explique cette hausse des prix", explique Lalaina Ranivoarisoa. Elle ajoute que la production de carottes et de pommes de terre a été en baisse cette année à cause des inondations qui ont



ravagé plusieurs hectares de champs dans leur région. Les producteurs d'oignons à Antanetibe Anativolo affirment également que ce n'est plus la saison de l'oignon en ce moment, et qu'il faut attendre les mois de novembre-décembre pour voir le prix de ce produit baisser. D'autres n'ont pas de raisons plausibles. "Nous basons nos prix en fonction de l'évolution des prix sur le marché", lance un producteur de carottes. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce renforce le contrôle des prix des produits de première nécessité, y compris ceux des légumes. "Notre objectif est de sensibiliser les producteurs, les collecteurs et les détaillants pour éviter toute éventualité d'abus et de spéculation", lance Dina Rakotonirina, directeur de la Protection des consommateurs.

Environnement : Sept associations à appuyer pour la production de charbon écologique

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 04 AVRIL 2024

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable multiplie les initiatives pour une meilleure gestion des ressources naturelles. Et ce, en associant le secteur privé.

Ce département a signé, avant-hier, une convention de partenariat avec sept associations spécialisées dans la production de charbon écologique.



Deux millions de tonnes

À terme, ce partenariat aura le mérite de réduire la consommation de charbon de bois dont l'impact désastreux sur l'environnement n'est plus à démontrer. Sur ce point, d'ailleurs, il est utile de rappeler que rien que pour Antananarivo, la consommation annuelle de charbon de

bois se chiffre à deux millions de tonnes et que 85% des ménages utilisent encore cette source d'énergie. « Avec une population qui sera au nombre de 50 millions en 2025, nous avons besoin de trouver des alternatives au charbon de bois pour diminuer l'exploitation forestière », a indiqué le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Mais Andonirina Fontaine, durant la cérémonie de signature de cette convention de partenariat pour la promotion du charbon écologique.

30 000 ariary par mois

Le projet aura, en tout cas, des impacts positifs à plus d'un titre. Tout d'abord pour le budget des ménages puisque le charbon écologique est largement moins cher que le charbon de bois. Le kilo de ce produit ne coûte en effet que 1 000 ariary. Une quantité qui peut largement suffire pour une journée de cuisson pour une famille. Ce qui fait en tout et pour tout, 30 000 ariary par mois. Alors que d'habitude, une famille de 5 personnes consomme mensuellement pas moins de 90 000 ariary de charbon de bois. L'autre avantage du charbon écologique réside dans le fait que contrairement au charbon de bois, il ne présente pas de danger pour la santé. Raison pour laquelle, en tout cas, le MEDD entend mettre en place les dispositifs pour la vulgarisation de la production du charbon écologique dans l'ensemble du territoire. À noter que le MEDD apporte son soutien technique et financier pour la mise en place de ce projet.

Transport aérien : Hausse du tarif des vols domestiques

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 04 AVRIL 2024

Les prix des billets d'avion connaissent une hausse. Le service client de Madagascar Airlines indique que cela est dû, entre autres, à l'augmentation récente de différentes taxes aéroportuaires.

De nouveaux prix sont affichés pour les destinations du réseau domestique de Tsaradia, filiale de la compagnie Madagascar Airlines. Sur la simulation des réservations pour les vols intérieurs, le prix du billet d'avion est compris entre neuf cent mille et un million d'ariary selon les points de départ et les offres auxquelles les clients souscrivent. Ainsi, pour un aller simple reliant Antananarivo à Nosy Be, il faut compter 904 500 ariary pour une offre Liberté sur le vol du 10 avril. Pour une offre «Privilège» le 11 avril, le client doit déboursier 1 198 500 ariary. Il en va de même pour les autres destinations, à l'image de Mahajanga, avec un pack en classe économique à 904 500 ariary également. Les vols pour Sainte-Marie, quant à eux, commencent à 716 300 ariary. Le tableau est plus uniforme pour les autres destinations. Les prix ne varient pas tellement mais ont connu une hausse par rapport à ceux affichés il y a quelques mois. Contacté, le service client de Madagascar Airlines indique que les prix des billets d'avion ont grimpé. D'après les explications fournies par les agents, cette hausse des prix des billets s'explique par l'augmentation des taxes aéroportuaires. Début février, la compagnie avait annoncé sur son site internet une série d'élévations de diverses taxes qui constituent 60% des coûts du billet d'avion. À commencer par la taxe MG. Celle-ci varie entre 6 900 et 32 000 ariary en fonction des aéroports de départ. D'autres composants des billets d'avion accusent également une hausse. C'est le cas des taxes de redevance de sûreté aéronautique (RSA A5).

Yield management

Une mesure pour couvrir les coûts des services de sûreté et de sécurité fournis par l'Aviation Civile. Ils ont augmenté en février dernier. Des techniciens expliquent



pour leur part, que «le tarif hors taxe (HT) [la somme facturée à un client sans que les différentes taxes prévues par l'État n'aient été prises en compte, ndr] est défini par la compagnie aérienne. Tout montant hors de ce tarif est considéré comme des taxes d'aéroport. Celles-ci sont définies par d'autres organismes dont les entités étatiques ou encore par les réglementations internationales». En gros, l'application de différentes taxes incombent à l'État ou à des organismes et des réglementations internationales. Il y a aussi le système de gestion de revenus ou yield management. Cette stratégie consiste à faire varier les prix des services proposés en fonction de la demande et du comportement des consommateurs. Plus précisément, le yield management est une pratique qui veut que les tarifs augmentent au fur et à mesure que les demandes sont en hausse. Cette pratique commerciale, quand elle s'applique dans le secteur du transport aérien, veut que les prix les plus bas soient proposés pour les réservations plus en avance alors que les prix les plus élevés sont proposés pour les achats de dernière minute. Ainsi, les tarifs et les offres ne sont plus les mêmes en fonction du type de passager. Cela contribue toutefois à rendre les billets plus coûteux, moyennant de tenir en compte l'offre et la demande.

Secteur bancaire: la fiscalité parmi les facteurs limitant le développement des activités

ARH. | LES NOUVELLES | 04 AVRIL 2024

La « fiscalité » figure parmi les principaux facteurs limitant le développement des activités bancaires, outre l'« incertitude du contexte sociopolitique » et de la « conjoncture économique » évoqués par les trois quarts des banques interrogées par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) dans le cadre de son Enquête de conjoncture économique (ECE) auprès du secteur bancaire, réalisée au titre du troisième trimestre 2023.

L'Enquête de conjoncture économique (ECE) dans le secteur bancaire est réalisée quatre fois par an auprès des 13 banques territoriales à Madagascar. Les résultats permettent notamment de revoir les conditions des activités des banques, dans le but d'ajuster le pilotage de la politique monétaire. Cette enquête révèle que 75 % des banques interrogées identifient les incertitudes liées au contexte sociopolitique et économique comme les principaux défis à surmonter. De plus, la fiscalité, qui avait été reléguée

à la dixième place dans une enquête antérieure, occupe désormais la troisième place des préoccupations majeures, selon 50 % des répondants. Malgré ces défis, le secteur bancaire malgache a connu « une augmentation de la demande de prêts et des tirages sur les lignes de crédit (soldes d'opinion de +83,5 % respectivement) par rapport au trimestre précédent » note la BFM dans son rapport. Les banques ont rapporté une hausse significative de ces indicateurs, avec « des taux de rejet de demandes de crédit restant généralement bas, inférieurs à 25 % ». Toutefois, la majorité des banques ont enregistré une augmentation de leurs bénéfices malgré une hausse des coûts d'exploitation, elles ont également signalé « une révision à la hausse des taux d'intérêt moyens » pour compenser ces coûts accrus.

Des obstacles supplémentaires

L'inflation s'ajoute également aux défis rencontrés par les banques, citée comme un facteur limitant, d'après la moitié des institutions interrogées. De plus, selon les « normes

réglementaires et les ratios prudentiels » imposés par les autorités de supervision, l'« insuffisance de garantie » ainsi que la « concurrence entre les établissements de crédit », sont des obstacles supplémentaires pour près de la moitié des banques. Néanmoins, malgré ces défis, la plupart des banques ne craignent pas une expansion soudaine de la demande de crédit. Près de 95 % d'entre elles estiment qu'elles « pourraient faire face à une telle augmentation sans rencontrer des difficultés majeures ». En termes de répartition des crédits, le secteur du commerce est identifié comme le principal bénéficiaire, représentant 24,5 % des

crédits accordés, suivi par les secteurs du BTP (15,1 %), de l'agriculture (13,2 %), et des transports et de la distribution pétrolière (9,4 % chacun). Malgré tout, le secteur bancaire malgache semble être assez résilient et capable de répondre à la demande croissante de services financiers. Cependant, pour stimuler davantage le développement économique, il est impératif que les autorités prennent des mesures pour atténuer les pressions fiscales et réglementaires, offrant un environnement plus propice à l'investissement et à la croissance.

Importation de riz: une baisse enregistrée en 2023

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 04 AVRIL 2024

Depuis quelques jours, l'ariary commence à s'apprécier face à l'euro et au dollar, une lueur d'espoir pour l'économie malgache. « Cette hausse de valeur pourrait s'expliquer par la baisse d'importation surtout celle du riz et de l'huile » a avancé le ministre de l'Industrialisation et du commerce (MIC), lors de l'inauguration d'une huilerie à Anjozorobe, le 28 mars. Les projets d'industrialisation de l'Etat ont permis de favoriser et de mettre en avant la production locale.

Selon les chiffres fournis par l'observatoire de riz, la Grande île a importé 384.021 tonnes entre janvier et novembre 2023 contre 514.050 en 2022. Même constat pour la direction générale des douanes. L'importation de Madagascar en termes d'alimentation, s'élève à 1.306,3 milliers de tonnes pour toute l'année 2022. En effet, une baisse significative est constatée car vers l'année 2023, les importations s'élevaient à 1.004 milliers de tonnes.

Projet de développement : Le partenariat public-privé à renforcer

LUC ANDRINIAINA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 AVRIL 2024

Un comité national du partenariat public-privé sera mis en place. Sa création permettra à l'État et au secteur privé de concrétiser le second axe de la Politique générale de l'État.

Les acteurs des secteurs public et privé se serrent les coudes. En vue de maximiser les politiques publiques et de dynamiser l'économie, les deux parties avancent vers la mise en place d'une plateforme de gestion des Partenariats publics-privés (PPP). Hier, les membres du gouvernement ainsi que les groupements du secteur privé se sont réunis au Novotel Alarobia. Il s'agit de la réunion du comité national du partenariat public-privé. Les parties prenantes se sont accordées sur le fait qu'un secteur privé solide et un État tenace dans la concrétisation du développement économique et de la création d'emplois sont les moteurs du développement. Ainsi, l'État qui envisage dans sa politique générale de faire de l'industrialisation et de la transformation économique son cheval de bataille peut voir dans le secteur privé un partenaire de choix, à ne pas perdre de vue. Pour tirer parti des politiques publiques et notamment la Politique générale de l'État, il faut pourtant que les violons s'accordent de part et d'autre et que les dialogues entre les deux parties se poursuivent dans un cadre formel et pérenne. C'est ce qu'explique Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des finances : « Le partenariat public-privé est un outil incontournable pour développer un pays », affirme-t-elle. Le Grand Argentier poursuit en soulignant le fait que « la Grande île dispose déjà de cet instrument efficace, toutefois, nous chancelons encore dans son utilisation, parce que les structures censées gérer le partenariat public-privé ne sont pas encore toutes en place », concède-t-elle, lors d'un point de presse. Les dialogues publics-privés ont d'ailleurs été entamés dans cet esprit. Il s'agit d'un processus de collaboration inclusif visant



à réformer la gouvernance et le climat des affaires. Des démarches pour renforcer le dialogue entre les deux parties prenantes ont déjà été entamées. Les priorités ont d'ailleurs été esquissées en amont avec la « réforme et l'inclusivité » comme fer de lance. Le DPP est également une plateforme qui sert d'instance de décision et d'orientation des relations entre le secteur privé et l'État.

Pacte sur l'industrialisation

Cette coopération étroite entre les deux parties a tenu ses promesses, avec la récente signature du pacte sur l'industrialisation. Témoinnant d'une volonté commune à avancer vers le développement économique du pays ainsi que son industrialisation. Pour les partenariats publics-privés, ils ont également fait leurs preuves. Des infrastructures comme Ravinala Airports sont par exemple les fruits de cette collaboration. De nouveaux projets sont également en cours de réalisation, à l'exemple des projets de centrale hydroélectrique de Sahofika et de Volobe qui sont inscrits dans ce processus. Plusieurs secteurs sont définis comme étant prioritaires. Ils vont de l'industrialisation à l'énergie en passant par la logistique.

Grandes mines : Le Fonds Souverain Malgache entre chez QMM

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 AVRIL 2024

Une suite logique. Après le nouvel accord signé entre l'État et QMM le 22 août 2023, la configuration de l'actionnariat de QMM change. Ainsi, la part de l'État dans le capital, détenue auparavant par l'Office des mines nationales et des industries stratégiques, Omnis, passe désormais sous le contrôle du Fonds souverain malgache, FSM. Un transfert de propriété tout à fait légal. Eu égard à certains termes de l'accord sus-cité qui « soulignent que l'État pourra désigner une autre entité pour détenir sa participation au capital de QMM en lieu et place de l'Omnis. Sous réserve de notifier le groupe Rio Tinto au préalable et que les parties conviennent des modalités applicables à une telle participation ». En outre, le FSM est habilité à exercer cette attribution. Étant une entité sous contrôle de l'État dotée des prérogatives

requises. Qui sont, entre autres, « acquérir, gérer, fructifier, ou céder des actifs ou des titres du Fonds ». Le FSM dispose aussi, selon son statut, « du pouvoir de gérer les investissements pour le compte de tout organisme public, en contrepartie d'une rémunération qui lui sera versée, d'investir pour le compte de l'État ou en partenariat avec d'autres investisseurs nationaux ou étrangers. Il a aussi comme mandat d'attirer des investisseurs nationaux et internationaux dans des projets d'investissement stratégiques, prioritaires, rentables et créateurs d'emplois, ou encore d'assurer toute autre mission que l'État lui confie notamment en matière d'investissement ». Le FSM, après un début plutôt discret, a ainsi trouvé ici une mission taillée à la mesure de ses ambitions.

Aires protégées : Favorables au développement de l'éco-tourisme

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 05 AVRIL 2024

La Région Alaotra Mangoro abrite de potentiels indéniables sur le plan écotouristique et environnemental malgré les pressions anthropiques grandissantes des dernières décennies. De par sa position géographique, elle détient des richesses écologiques et culturelles surtout des Aires Protégées permettant de préciser de développer l'écotourisme tout en diversifiant les offres touristiques. « Pourtant, comme dans tout Madagascar, il n'y a pas de politique claire d'agencement et d'organisation sur le processus de « mise en écotourisme » d'une aire protégée dans une zone géographique déterminée. Les textes relatifs aux aires protégées et au tourisme sont conçus sans une interaction entre les deux secteurs qui sont techniquement interdépendants ». Le Dr Arilala Léa Razanamaria, l'a soutenu en présentant sa thèse à l'Ecole doctorale Sciences

Humaines et Sociales de l'Université d'Antananarivo. Son thème s'intitule : « Pour un développement touristique et écotouristique dans les Aires Protégées de la région Alaotra Mangoro ». « L'étude permet d'analyser les situations de gestion des aires protégées de la région et de déterminer l'importance de la mise en place de la planification régionale du développement touristique. Les étapes de l'élaboration du schéma régional de développement écotouristique d'une aire protégée et de la Région Alaotra Mangoro constitueront ainsi l'« output » de notre recherche. C'est un outil nécessaire pour agencer les actions et les acteurs concernés dans les secteurs », a-t-elle avancé. Lors de cette soutenance, l'impétrante a obtenu une Mention très honorable avec les félicitations du Jury, lui permettant de décrocher le diplôme de Doctorat.

Transport par câble: le téléphérique prendra bientôt son envol

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 05 AVRIL 2024

Le ciel de la capitale malgache s'apprête à accueillir un moyen de transport moderne, le téléphérique. «Rendez-vous le 6 mai pour la mise en place de la première cabine test qu'on fera circuler entre Anosy et Soarano. Le premier appareil devrait être exploitable au niveau technique aux environs de la fête de l'indépendance», a affirmé Gérard Andriamanohisoa, secrétaire de l'état chargé des nouvelles villes et de l'habitat (SENVH), lors d'une rencontre avec la presse dans la gare du transport par câble à Anosy, hier. «Les conditions sont réunies pour dire que tout est en place en ce qui concerne la ligne orange», explique-t-il. «Les délais sur ce projet ont été respectés, on a prévu six semaines pour l'installation des câbles, finalement cela ne nous a pris que

deux» ajoute-t-il. Concernant le second appareil circulant entre Soarano et l'Artec, on voit que les travaux progressent. De même pour le troisième depuis Artec à Ambatobe, «les travaux d'installation des pylônes ont déjà commencé». Par ailleurs, «en parallèle avec la mise en place du train urbain, ces projets ambitieux contribueront à désengorger les routes embouteillées et à offrir une alternative plus rapide et plus écologique aux habitants» selon le SENVH. D'autant plus que «selon les chiffres de la banque mondiale, les embouteillages provoquent plus de 40 millions de dollars de perte annuelle dans la capitale. Avec la mise en place de la ligne orange, on estime que les pertes vont se réduire à 8 millions de dollars», a-t-il confié.

Le centenaire de TotalEnergies et ses engagements en faveur de la transition énergétique célébrés à Madagascar

| 24/24.MG | 05 AVRIL 2024

100 000 collaborateurs. 130 pays dont Madagascar. 100 ans après la Compagnie française des pétroles qui ambitionnait d'assurer des ressources pétrolières à un pays qui n'en a presque pas", TotalEnergies, une compagnie internationale, entend aujourd'hui "être un acteur majeur de la transition énergétique mondiale", comme l'a souligné Marième Sav Sow, directrice générale de TotalEnergies Marketing Madagasikara lors de la cérémonie de célébration du centenaire de la compagnie à Antananarivo le 28 mars. Et pour cela, l'une de ses ambitions est de "parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050". TotalEnergies Marketing Madagasikara "met déjà en pratique cette ambition de manière concrète", rappelle la filiale malgache dans un communiqué. "Nous sommes le seul distributeur à avoir solarisé l'ensemble de nos stations-services", rappelle encore Marième Sav-Sow. Pour la directrice générale de TotalEnergies Marketing Madagasikara, il s'agit de "concilier la croissance de la demande énergétique avec l'impératif de préserver notre planète". C'est d'ailleurs cet engagement face aux défis et aux enjeux que la compagnie est passée de Total, nom adopté en 1954, à TotalEnergies en 2021. La célébration du centenaire de la compagnie le 28 mars dernier a été l'occasion pour TotalEnergies Marketing Madagasikara de rappeler ses engagements sur la Grande île. Outre les "milliers d'emplois directs et indirects", la directrice générale évoque "des partenariats solides,



des réalisations significatives et un engagement profond envers les communautés locales". Elle parle, notamment, du nouveau dépôt aviation state-of-the art à Ivato, ou encore des projets axés sur la sécurité routière comme le programme un casque une vie ainsi que les programmes d'éducation des jeunes avec l'Alliance Française et d'autres ONG. Présents lors de la célébration, les ministres malgaches en charge des Hydrocarbures et des Transports, ainsi que l'ambassadeur de France, ont "unaniment salué le rôle crucial que TotalEnergies joue sur la Grande île tant à travers ses activités économiques que sur le plan de la RSE (Responsabilité sociétale de l'entreprise), rapporte la compagnie dans son communiqué.